

## VELLÉRON

# Projet immobilier de la Grande Bastide: le maire et Grand Corps Malade écrivent au Président

Ils auraient pu entamer leur courrier par la formule rendue célèbre par Boris Vian et son "Déserteur": "Monsieur le président, je vous fais une lettre, que vous lirez peut-être..." Une œuvre que Renaud, autre soutien de poids des opposants au projet immobilier de la Grande Bastide, avait d'ailleurs reprise.

Mais Philippe Armengol et le slameur Grand Corps Malade, Velleronnais d'adoption, ont choisi de rester informatifs dans le courrier qu'ils viennent d'adresser à Emmanuel Macron, président de la République.

Un courrier qui redit l'opposition de quasiment tout un village, et bien au-delà, à ce projet qui prévoit la construction d'environ 200 logements dans une zone naturelle.

"Nous nous permettons d'attirer votre attention sur un projet immobilier purement lucratif



Philippe Armengol et l'artiste espèrent attirer l'attention de l'exécutif, pour que le projet soit abandonné. / PHOTO VALÉRIE SUAU

qui va mettre en péril son équilibre environnemental et économique, écrivent-ils. La menace inéluctable de cette double faillite est bien réelle. En effet,

programmer la construction de 200 logements (augmentation de +20% de la population) sur une zone naturelle anciennement préservée qui a été classée

## STATU QUO SUR LE TERRAIN

Le 24 janvier dernier, le préfet de Vaucluse avait dressé un rapport de manquement administratif, suspendant les travaux et demandant aux aménageurs de régulariser leur situation. Un rapport émis sur la base d'observations de l'Office français de la diversité qui avait constaté que les travaux effectués la semaine précédente avait altéré l'habitat d'une espèce protégée, en l'occurrence le lézard ocellé. "Depuis, on n'a aucun retour de l'aménageur", indique Philippe Armengol. Ce dernier dispose de plusieurs options: remettre en état, contester le rapport du préfet ou demander une dérogation pour poursuivre les travaux.

constructible, avec pour objectif de servir uniquement les intérêts privés, est une aberration. Ce sentiment est partagé par les nombreux élus, maires, conseillers départementaux, régionaux et parlementaires qui soutiennent vivement notre action. Nous nous permettons d'intervenir auprès de vous afin que vous usiez de votre autorité pour que ce projet inepte n'abou-

tisse pas. Nous espérons toujours que la raison et le bon sens se fassent plus forts que le seul appât du gain."

Un courrier de la même teneur a également été adressé à Barbara Pompili, ministre en charge de la Transition écologique. "On attend une fois en core des réponses fermes pour que le projet soit abandonné" résume le maire.